

Article 6 : L'Europe et les illusions du Partenariat oriental

©-Pierre-yves DENIZOT / 2015 - <http://pierreyvesdenizot.free.fr/>

LE MONDE | 23.05.2015 à 10h00



Editorial du « Monde ». Le « sommet oriental » de l'Union européenne (UE), réuni jeudi 21 et vendredi 22 mai à Riga, en Lettonie, a mis fin à une pratique qui, en diplomatie, peut avoir ses mérites mais a aussi ses limites : l'ambiguïté constructive. C'est une bonne chose, pour l'UE comme pour les six pays « orientaux » concernés : Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine. En gros, les Vingt-Huit leur ont dit : vous n'avez pas vocation à entrer dans l'Union.

Au lendemain de la guerre de Géorgie, en 2008-2009, l'UE a l'idée, pour stabiliser ses marches orientales, de proposer aux pays qui s'y trouvent une politique de rapprochement avec elle. Il s'agit, en jargon bruxellois, de s'assurer que l'Union disposera dans cette région d'un « *voisinage démocratique, sûr et prospère* ». D'où le projet de proposer à ces « voisins » un « Partenariat oriental » : accès au marché européen en contrepartie d'une série de réformes politiques et économiques, bref un rapprochement avec l'UE.

C'est une idée qui a germé en Suède, en Pologne et dans les pays baltes. Elle s'est fracassée sur deux pénibles réalités – auxquelles ses auteurs, dans leur naïveté, n'avaient visiblement pas pensé. La première a été l'opposition immédiate de Moscou, d'une Russie en plein regain nationaliste, décidée à défendre ce qu'elle considère comme un pré carré dont les membres ne sauraient disposer de la pleine souveraineté.

Dès qu'un des six pays concernés a émis le souhait d'adhérer au Partenariat, le Kremlin a frappé : rétorsions immédiates sous forme, entre autres, de sanctions économiques. En Ukraine, cela a débouché sur la « révolution de Maïdan », mouvement relancé par la décision du président d'alors, Viktor Ianoukovitch, de céder aux pressions du Kremlin et de renoncer au Partenariat dans lequel il s'était initialement engagé. Depuis, l'Arménie, la Biélorussie et l'Azerbaïdjan ont choisi une autre route. Ne restent concernées que l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie, toutes trois amputées par la Russie d'une partie de leur territoire.

L'autre réalité est plus confuse. Elle a tenu à la manière qu'a pu avoir l'UE de laisser entendre aux impétrants qu'ils étaient des candidats potentiels à l'adhésion. Cela n'a jamais été le cas, mais Bruxelles a laissé dire, entretenant la paranoïa du Kremlin – pour lequel l'UE est la même chose que l'OTAN – et les illusions des pays candidats au Partenariat. Fantômes d'autant plus farfelus que certains d'entre eux n'ont guère montré d'empressement à engager les réformes demandées par Bruxelles.

L'idée était bonne de proposer à ces pays quelque chose qui ne soit ni le mariage ni l'indifférence ou le seul face-à-face avec la Russie. La catastrophe a été de leur suggérer qu'ils devaient choisir entre l'Union et la Russie, alors que la Realpolitik, celle qui fait souvent le moins de morts, eût consisté à tenir Moscou au courant des projets de l'UE pour en donner clairement l'ambition et les limites – autrement dit de faire savoir tout de suite que le Partenariat ne relevait pas d'une politique d'« *encercllement* » de la « sainte Russie ». Cela n'eût sans doute rien changé au comportement de Vladimir Poutine, mais eût privé sa machine de propagande d'un de ses arguments préférés.

Le sommet de Riga a eu raison de dire que le Partenariat n'est pas l'élargissement de l'UE, message qui doit être entendu par les deux destinataires visés : nos voisins orientaux et, plus à l'est, nos cousins russes.